

# DÉBAT BUDGÉTAIRE : PAS DE PROFITS PRIVÉS SANS DÉPENSES PUBLIQUES

Guillaume Duval

17/11/2025

**Dans les débats autour du budget pour 2026, un certain nombre d'arguments en faveur d'une baisse des dépenses publiques sont répétés en boucle. Ils sont considérés désormais le plus souvent comme des évidences, mais Guillaume Duval, ancien rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*, montre à quel point ils ne tiennent pas la route.**

Un des arguments les plus utilisés en faveur d'une telle baisse consiste à répéter que seuls les acteurs privés créeraient de la richesse au sein de leurs entreprises et que, en en prélevant une part trop grande pour la redistribuer, l'État handicaperait ces entreprises en les empêchant d'innover et d'investir autant qu'elles le voudraient et pourraient. Mais un tel *story telling* n'a rien à voir avec la réalité.

## Ce ne sont pas les entreprises qui créent la richesse

Pas plus en France qu'ailleurs, ce ne sont en effet les entreprises privées qui créent *ex nihilo* une richesse qui serait ensuite seulement prélevée et redistribuée par l'État. C'est toujours la société tout entière, acteurs privés et publics étroitement imbriqués, qui créent ensemble cette richesse.

S'il n'existe pas au préalable dans un pays de bonnes infrastructures de transport et de communication, des logements à un prix abordable, un environnement de qualité qui ne soit pas toxique, un système judiciaire qui fonctionne et garantit la sécurité des contrats, de la sécurité physique dans les villes et sur les routes, un système éducatif qui forme bien les futurs salariés, un enseignement supérieur et une recherche publique de haut niveau, un système de santé qui soigne correctement et à un coût raisonnable les travailleurs, des assurances contre la maladie, le chômage ou en vue de la retraite qui libèrent ces travailleurs du souci du lendemain et leur permettent de se concentrer sur leur boulot... aucune entreprise privée ne peut produire des richesses dans de bonnes conditions et faire du profit. Si un pays comme la Corée du Sud s'est développé de façon aussi impressionnante depuis cinquante ans, c'est d'abord et avant tout parce qu'il a investi massivement de façon volontariste et continue dans ces infrastructures collectives.

Si d'autres pays n'y arrivent pas, ce n'est pas en premier lieu parce que leurs entrepreneurs privés manqueraient de dynamisme ou d'inventivité, mais surtout parce que ces sociétés ne parviennent pas à construire et à développer de telles infrastructures collectives.

## **Les entreprises ont besoin de plus en plus de biens publics**

Dans des sociétés aussi complexes et fragiles que les nôtres, où la division du travail devient chaque jour de plus en plus poussée, il faut en réalité disposer de plus en plus de ces biens publics collectifs si on veut permettre aux entreprises de fonctionner, d'innover et de faire des profits. Ces biens publics doivent en effet être présents partout dans la société afin de pouvoir rendre les services indispensables, c'est pourquoi seule la puissance publique peut assurer leur production. Mais si on baisse les dépenses publiques et qu'on dégrade la qualité de ces biens publics indispensables, au lieu de doper l'activité économique, on organise sa stagnation, on freine l'innovation et on diminue les profits engrangés par les entreprises. Le Royaume-Uni de Margaret Thatcher avait déjà illustré cette spirale négative : loin de le renforcer et de relancer son industrie, sa politique antiétatiste avait au contraire appauvri le pays et accentué son déclin, en dehors de la City de Londres qui avait profité des dérives et des excès de la financiarisation de l'économie.

C'est aussi ce que démontrent les huit dernières années en France : la pression à la baisse exercée sur la qualité des systèmes éducatifs et de santé, sur celle de l'enseignement supérieur et la recherche, etc. du fait de la priorité absolue accordée par l'exécutif à la baisse des impôts sur les revenus des plus aisés et à la diminution des prélèvements sur les entreprises a nui à la compétitivité de l'économie française. L'innovation n'a pas redémarré, les comptes extérieurs sont restés déficitaires, l'activité économique et la production industrielle ont stagné tandis que les déficits publics se sont dangereusement creusés. Vouloir aller encore plus loin et plus vite dans cette même direction, comme le prévoyait le budget et la trajectoire budgétaire de François Bayrou, ne ferait qu'aggraver encore les effets négatifs de la politique suivie depuis 2017<sup>1</sup>.

## **La myopie congénitale des patrons**

Les patrons français et leurs organisations ne voient en réalité jamais plus loin que le bout de leur nez : chacun d'entre eux pris individuellement se dit, légitimement, que si son entreprise payait moins d'impôts et de cotisations, il pourrait investir et innover davantage. Mais le problème, c'est que ce qui est vrai pour chaque patron et chaque entreprise ne l'est pas du tout en revanche pour la collectivité des patrons et des entreprises prise dans leur ensemble parce que, comme nous venons de l'évoquer, une telle baisse aurait des conséquences négatives pour la production des

biens publics qui permettent à ces patrons et à ces entreprises de faire des affaires et du profit. Il s'agit d'un problème classique de théorie des jeux : l'*optimum* individuel pour chaque entreprise ne correspond pas à l'*optimum* collectif pour l'ensemble qu'elles forment.

Si l'on veut vraiment mettre en œuvre une politique *pro business* et permettre aux entreprises de développer leurs affaires et d'accroître leurs profits, il est essentiel surtout de ne pas écouter leurs patrons : ils sont, et ont toujours été, incapables d'exprimer ce qu'est réellement leur intérêt collectif. Dans leurs interventions publiques, les organisations patronales ne font en réalité qu'additionner les préférences individuelles de leurs membres. On l'avait d'ailleurs constaté déjà pendant les fameuses Trente Glorieuses : après la Seconde Guerre mondiale, c'est grâce au renforcement des droits des salariés, à la mise en place du salaire minimum interprofessionnel de croissance (Smic) et de la protection sociale et à une fiscalité très progressive, toutes mesures que les patrons avaient toujours vigoureusement combattues avant et pendant la guerre, que le pays, et ses entreprises, avaient connu un redressement économique spectaculaire<sup>2</sup>.

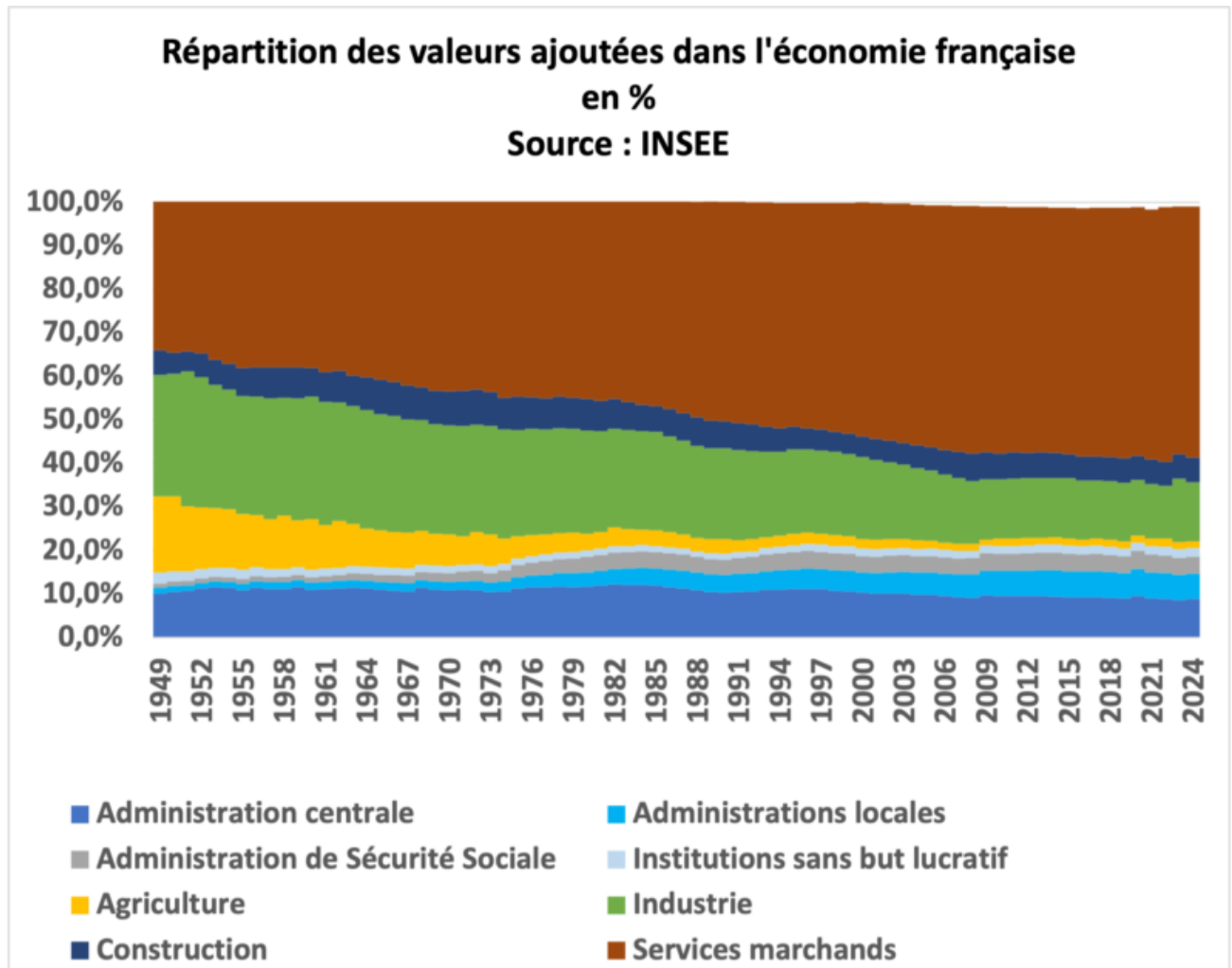
Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

## **La France, pays où les dépenses publiques sont les plus élevées. Oui et alors ?**

L'autre argument massue utilisé pour promouvoir la baisse des dépenses publiques consiste à répéter en boucle que « la France est le pays où les dépenses publiques pèsent le plus dans le PIB ». C'est en effet le cas, mais, contrairement à ce qu'on dit si souvent, ce n'est pas en soi un problème. Tout d'abord, il est faux de considérer que, parce que les dépenses publiques se situent à 57% du PIB **selon les chiffres de la Commission européenne**, l'économie française serait majoritairement étatisée. La part des richesses produites en France consacrée à faire fonctionner l'État employeur et producteur de services est actuellement de 24% et elle est stable, voire légèrement en baisse depuis des décennies maintenant. L'économie française reste donc pour plus des trois quarts des richesses qu'elle produit et consomme une économie privée, marchande et concurrentielle. La grande majorité des dépenses publiques consiste en effet en de l'argent qui est prélevé d'un côté par la puissance publique, pour être aussitôt redistribué de l'autre aux

ménages. Cet argent est immédiatement réintroduit dans le circuit de l'économie marchande privée.



## Des compromis sociaux différents

De plus, la part des dépenses publiques dans le PIB dépend des compromis passés au sein des différentes sociétés sur la prise en charge publique ou privée de différentes fonctions. Dans les pays où cette part est significativement moindre qu'en France, les salariés doivent en particulier se couvrir généralement à titre personnel, de manière privée, notamment pour faire face au risque de maladie ou encore pour leur retraite. C'est en particulier le cas aux États-Unis, le pays phare du monde développé.

Est-ce qu'ils s'en portent mieux ? Absolument pas. Se couvrir à titre privé pour la maladie coûte le plus souvent horriblement cher. Tous les gens raisonnables outre-Atlantique ne rêvent que d'y instaurer une assurance maladie universelle à la française<sup>3</sup>. Malheureusement, ces gens

raisonnables ne sont pas majoritaires pour l'instant aux États-Unis... La prise en charge privée de l'assurance maladie engendre de fortes inégalités face à la maladie et des situations inhumaines avec des malades qui renoncent à se soigner faute de moyens pour faire face aux dépenses correspondantes ou se retrouvent ruinés après avoir dû subir telle ou telle thérapie. Le résultat global est une espérance de vie inférieure à la nôtre (79,3 ans en 2023 contre 83,3 en France selon [la Banque mondiale](#)) et en stagnation, même si cet état de fait n'est pas lié uniquement aux dysfonctionnements du système de santé américain, mais aussi à nombre d'autres au sein de cette société « modèle » qui affiche des dépenses publiques très inférieures aux nôtres (malbouffe, drogues, armes à feu, etc.).

Quant à la retraite, si elle doit être assurée à titre individuel en plaçant son épargne sur les marchés financiers, cela devient une loterie extrêmement risquée qui, là aussi, favorise le développement d'énormes inégalités face au vieillissement. Cela permet certes de diminuer beaucoup les dépenses publiques, mais peu nombreux sont celles et ceux qui s'en sortiront mieux qu'avec un système de retraite par répartition classique où ce sont les impôts et cotisations des actifs qui paient chaque année les pensions des retraités. Et la société tout entière s'en sortirait certainement plus mal en devant prendre en charge de nombreuses personnes âgées devenues SDF.

## **Protection sociale universelle *versus* filet de sécurité pour les pauvres**

Si les prélèvements et les dépenses publics sont plus élevés chez nous qu'ailleurs, c'est notamment parce que nous avons fait le choix jusqu'ici de nous doter de services publics et de systèmes sociaux universels, qui couvrent toute la population et profitent donc y compris aux riches – alors que dans les pays anglo-saxons, les systèmes sociaux ne servent que de filets de sécurité pour les pauvres, impliquant par construction des niveaux de dépenses très inférieures.

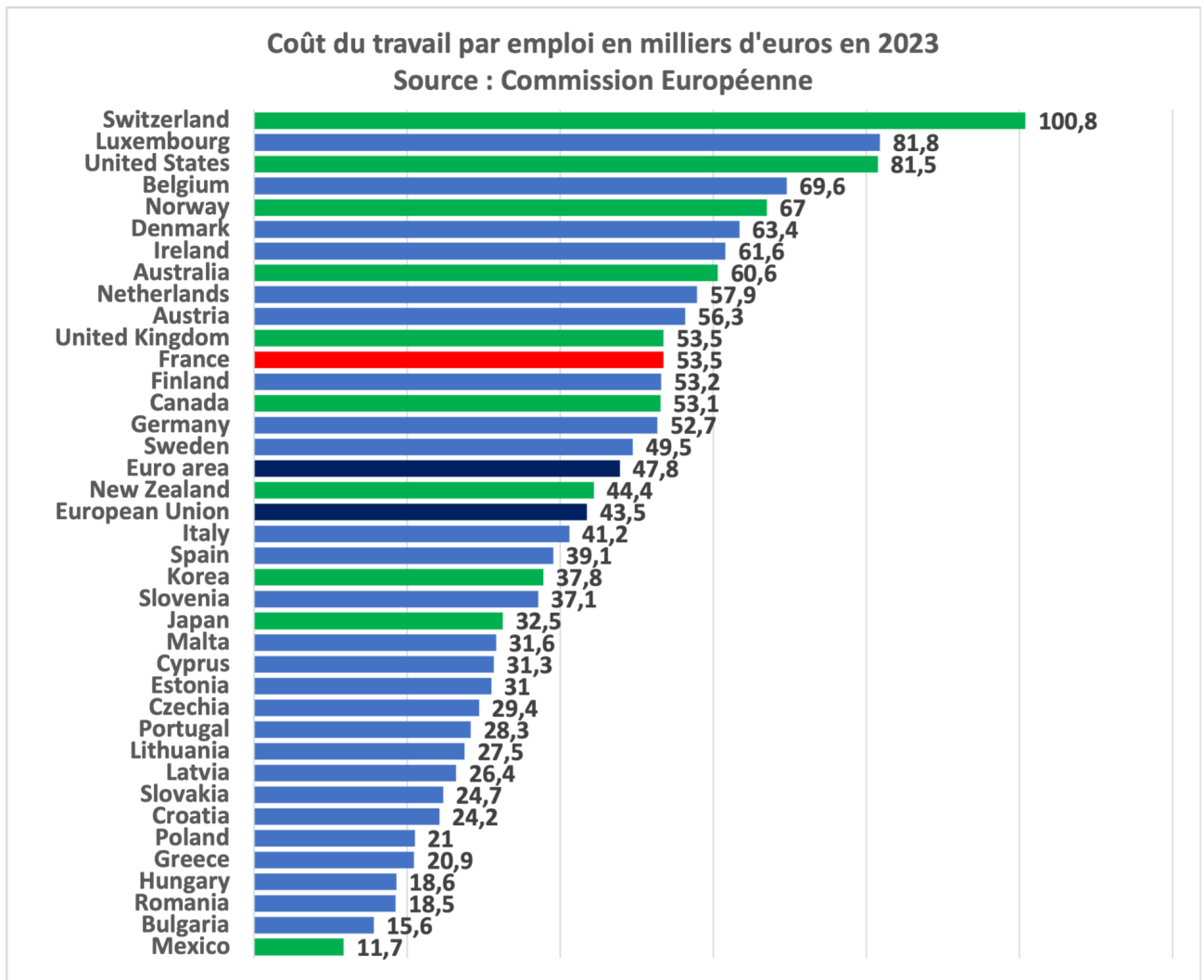
Mais c'est notre choix qui est le bon. Si l'on veut que les pauvres puissent bénéficier de services publics et d'une protection sociale de qualité, il faut que ceux-ci servent aussi aux riches. Une protection sociale qui serait réservée seulement aux pauvres, c'est toujours une protection sociale pauvre et de mauvaise qualité. Parce que les riches ne veulent pas payer seulement pour les pauvres et mettent donc toujours plus de restrictions et de conditionnalités pour accéder à ces prestations.

Nous avons déjà un bon exemple de cette logique en France avec le revenu de solidarité active

(RSA), une prestation sociale réservée aux pauvres. Malgré son niveau scandaleusement bas et son coût global très limité<sup>4</sup>, cette prestation sociale fait sans cesse l'objet de remises en cause et de restrictions supplémentaires. On pourrait baisser significativement les dépenses publiques en généralisant ce modèle à toutes les prestations sociales, mais les riches ne s'en porteraient pas mieux parce qu'ils devraient payer plus cher des assurances privées et les pauvres seraient plus maltraités. Personne n'aurait donc réellement à y gagner. Et sûrement pas la société dans son ensemble.

## **Aucun impact sur le coût du travail**

Par ailleurs, le taux de prélèvement obligatoire, s'il influe sur l'écart entre le salaire net perçu et le coût du travail total, n'a cependant par lui-même strictement aucun impact sur ce coût du travail total et donc sur la compétitivité-coût d'une économie. Beaucoup de pays, comme le Royaume-Uni ou les États-Unis, ont des taux de prélèvements très inférieurs aux nôtres, mais ont en réalité un coût du travail supérieur, selon les données de la Commission européenne.



De plus, la France est un pays où la notion d'égalité est centrale dans tout le fonctionnement de la société. Depuis la Révolution française et l'abolition des privilèges, elle figure en bonne place dans notre devise nationale. Mais la France est aussi, du fait de son histoire, un des pays développés les plus déséquilibrés territorialement après des centaines d'années de centralisation du pouvoir et des richesses à Paris. Sur ce plan, notre pays n'a rien à voir avec l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne avec leurs multiples capitales régionales prospères.

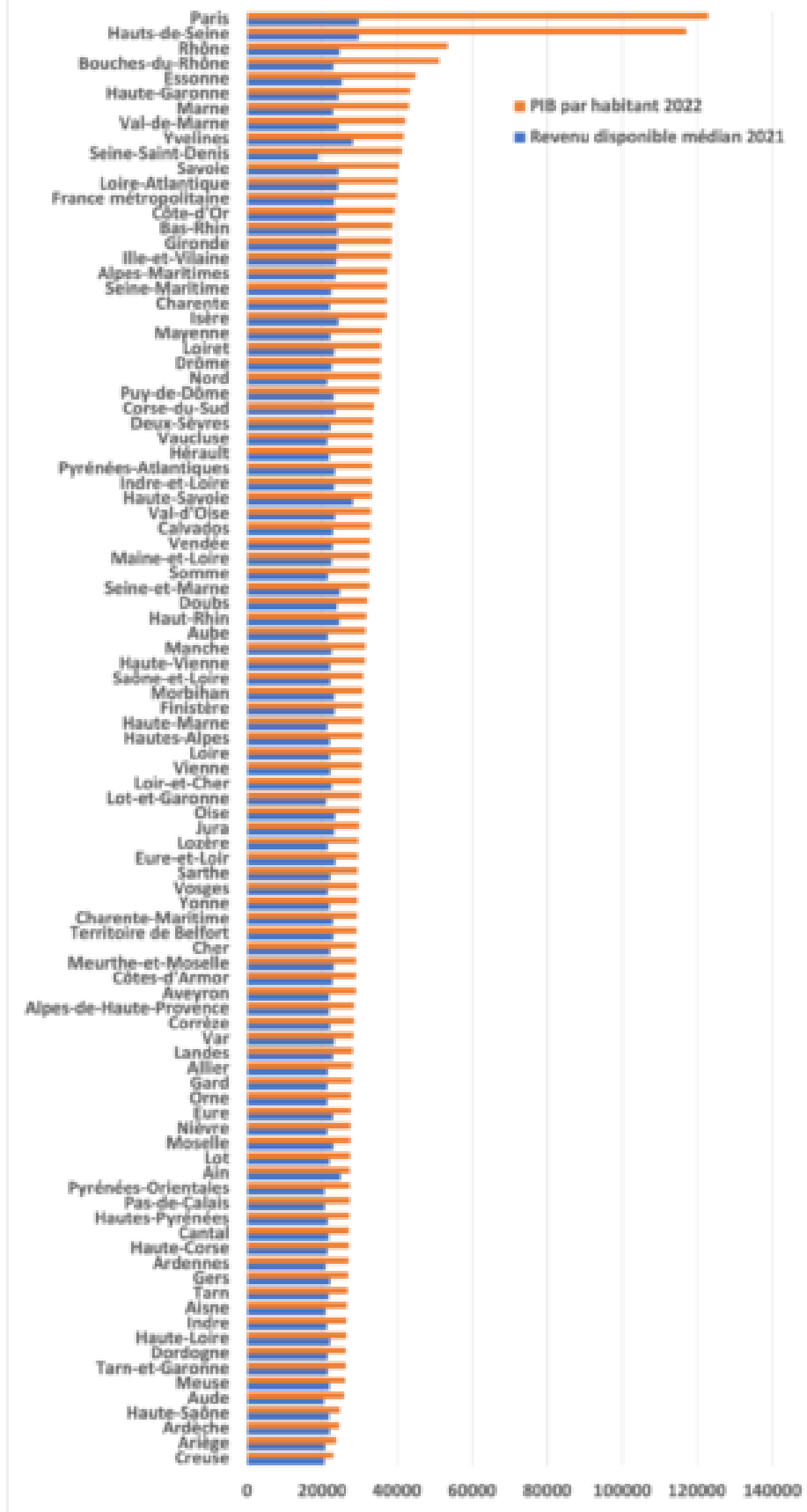
## Limiter les inégalités territoriales

De ce fait, le haut niveau des dépenses publiques françaises est une condition *sine qua non* pour éviter l'explosion du pays sous l'impact de ces inégalités territoriales. C'est la raison pour laquelle la droite promet toujours de diminuer drastiquement les dépenses publiques quand elle est dans l'opposition, mais ne le fait jamais quand elle arrive au pouvoir. Et cela d'autant plus que ses principales zones de force électorales sont en réalité les zones périphériques qui profitent le plus

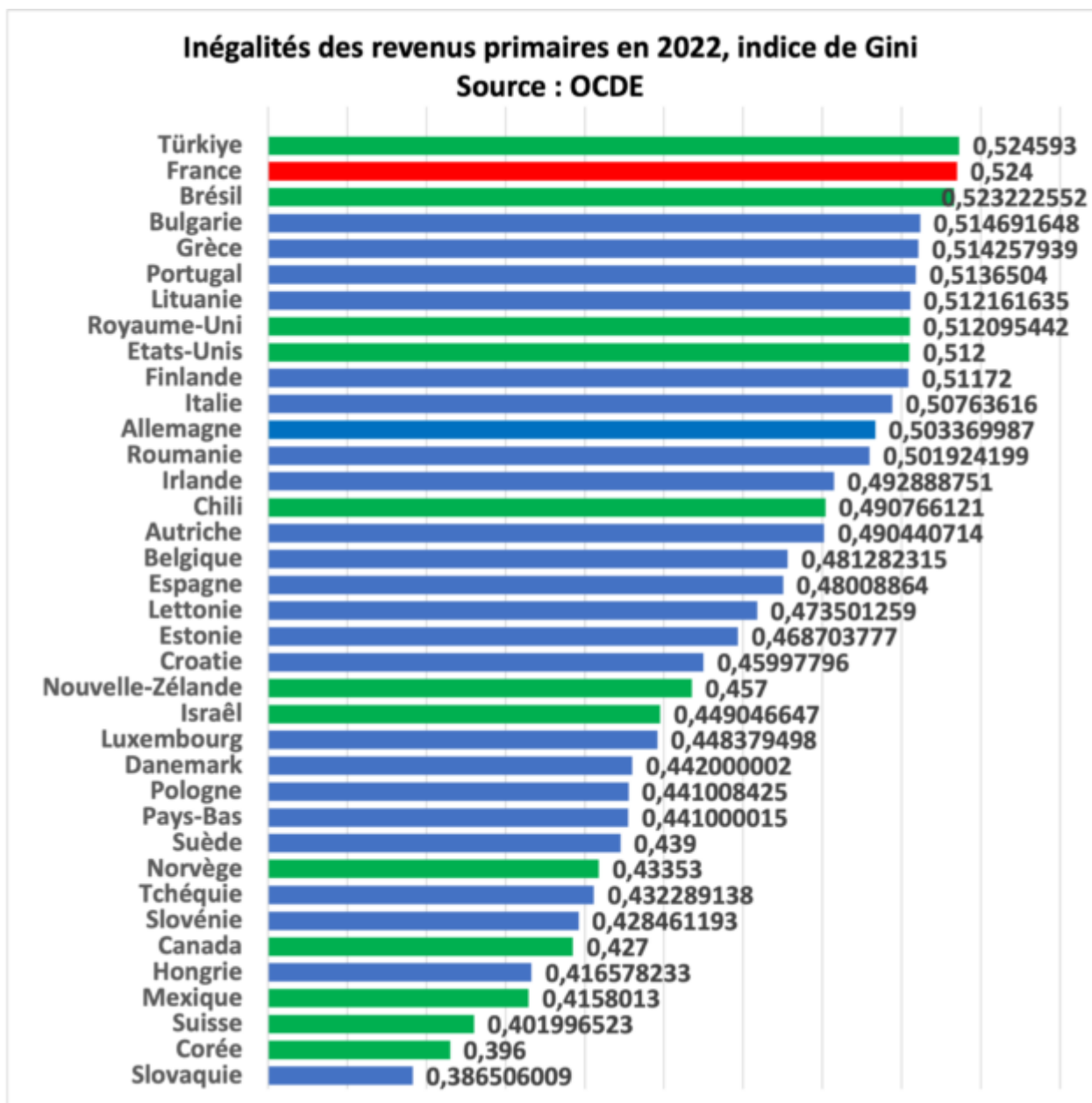
de la redistribution.

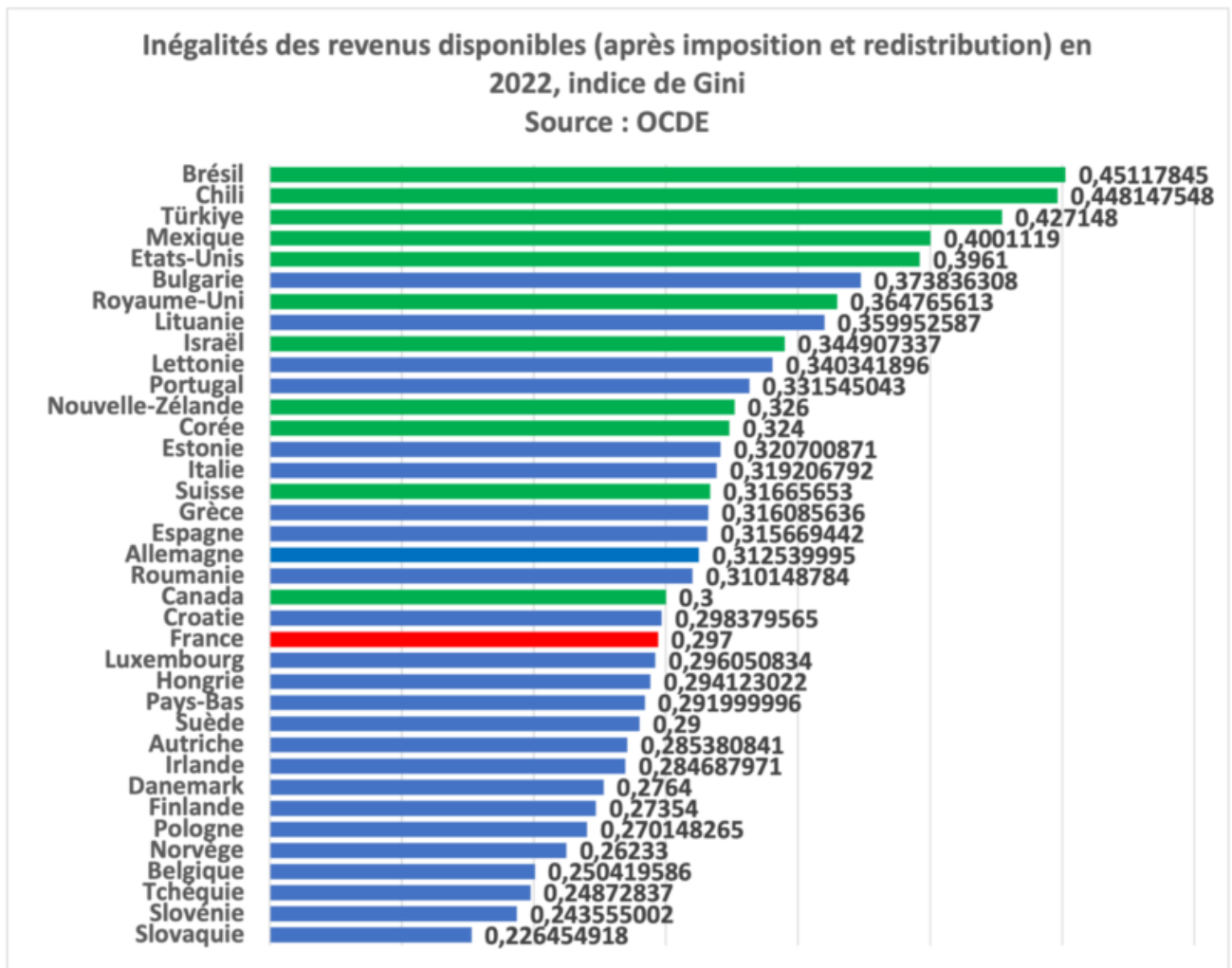
PIB par habitant et revenu disponible médian en euros

Source : Insee



Enfin, du fait notamment de la faiblesse historique du mouvement syndical, la France est aussi un des pays développés où les inégalités de revenus primaires, ceux qui résultent directement de l'activité économique avant imposition et redistribution *via* les prestations sociales (maladie, retraite, chômage, allocations familiales, allocations logement...), sont les plus élevées. Elles sont analogues, en effet, selon [les chiffres de l'OCDE](#), à celles qu'on observe au Royaume-Uni et aux États-Unis. Grâce à notre niveau élevé de redistribution, nous revenons cependant finalement dans la moyenne des pays développés en termes d'inégalités de revenus. Mais si on devait diminuer significativement cette redistribution, la société exploserait sans doute sous le poids d'inégalités qu'elle ne pourrait pas supporter.





Il vaudrait certainement mieux que la France ait des inégalités territoriales moins fortes et des inégalités de revenus primaires plus limitées tout en ayant parallèlement des prélèvements moins élevés et une redistribution moins importante pour les corriger, mais on ne peut pas revenir en arrière sur des siècles d'histoire du pays. Sans dépenses publiques élevées, la société française exploserait et la France cesserait probablement d'exister en tant que Nation...

## Améliorer l'efficacité de l'action publique

Bref, il n'y a guère de raisons de considérer que le haut niveau de dépenses publiques soit en lui-même véritablement un problème pour la société et l'économie françaises. Au contraire, c'est probablement indispensable pour maintenir la cohésion du pays. Cela ne dispense cependant évidemment pas de procéder à un examen attentif de chacune de ces dépenses pour chasser les gaspillages et les inefficacités, qui sont incontestablement nombreux, ni de réformer les structures et les modes de fonctionnement de l'État pour les adapter en permanence à un contexte

en mutation rapide.

L'action de l'État français est incontestablement peu efficace aujourd'hui dans des domaines clefs pour l'avenir du pays. C'est le cas dans l'éducation, notamment, comme le montrent les mauvais résultats qui se suivent des enquêtes **PISA** ou **TIMSS** concernant la France ou encore dans le domaine du logement, où l'action publique ne parvient manifestement pas à conjurer la crise. Et cette inefficacité contribue à nourrir la demande d'une remise en cause des dépenses publiques, bien que celles-ci soient plus indispensables que jamais. À quoi cela tient-il ? Pour une part essentielle à l'histoire de la construction de l'État en France et à la logique que cette histoire implique toujours aujourd'hui encore dans les relations entre l'État et la société.

## **Un État peu efficace parce qu'au-dessus et en dehors de la société**

En France, l'État, qu'on orthographie avec un grand É comme s'il s'agissait d'un Dieu ou d'une personne physique, a été inventé par les rois de France pour parvenir à s'imposer vis-à-vis de leurs nobles. Il a été ensuite consolidé et renforcé par des généraux, Napoléon Bonaparte au début du XIX<sup>e</sup> siècle, Charles de Gaulle après la Seconde Guerre mondiale, sur le modèle de l'armée, un modèle vertical et descendant. En France, l'État n'a pas été conçu comme devant être immergé au sein de la société, mais plutôt comme placé en dehors et au-dessus de celle-ci. Il n'est pas conçu réellement pour être au service des citoyens mais plutôt pour permettre à l'exécutif de contrôler la société. Même la décentralisation opérée depuis cinquante ans maintenant n'a pas fondamentalement changé les choses parce qu'elle a consisté, pour l'essentiel, à reproduire cette même logique verticale et descendante au profit des exécutifs locaux au lieu du seul exécutif national.

Au cours des dernières décennies, ce mode de fonctionnement a aussi été consolidé par le déploiement de ce qu'on a appelé l'énarchie, le poids croissant pris dans l'appareil d'État, mais aussi au-delà, notamment dans les entreprises privées et les partis politiques, par un petit groupe d'individus, recrutés dans un milieu social très restreint et partageant, malgré leurs convictions politiques divergentes de droite ou de gauche, au fond, la même conception élitiste de leur supériorité et de leur légitimité à imposer à la société française les solutions qu'ils privilégient<sup>5</sup>. Après Valéry Giscard d'Estaing dans les années 1970, Emmanuel Macron personnifie aujourd'hui la quintessence de cette dérive.

Or, une telle conception de l'État ne peut par nature que rendre l'action publique inefficace. Les

administrés sont en effet considérés comme des sujets qui n'ont pas leur mot à dire et non comme des citoyens actifs et pensants. Et dans un tel système hiérarchique et descendant, il n'est pas réellement possible d'améliorer la qualité de l'action publique parce que rien n'est prévu pour faire remonter les difficultés ou les dysfonctionnements constatés sur le terrain. Un appareil d'État ainsi conçu pouvait sans doute fonctionner avec une certaine efficacité quand il ne s'agissait que de diriger une masse de paysans le plus souvent illettrés, comme c'était encore le cas du temps de Napoléon Bonaparte, mais aujourd'hui, avec des citoyens qui ont quasiment tous un niveau d'éducation au moins secondaire, c'est devenu insupportable et contre-productif.

## **Pas de moyens de faire remonter la *voix* des citoyens/usagers**

Le grand économiste Albert Hirschman avait mis en évidence deux modes d'interaction principaux entre les êtres humains : la *voix* et l'*exit*<sup>6</sup>. Quand vous n'êtes pas content de quelque chose, vous pouvez tout d'abord utiliser l'*exit* : vous allez voir ailleurs si l'herbe est plus verte. C'est le mode d'interaction privilégié sur un marché concurrentiel : si les prix sont trop élevés chez tel commerçant, vous allez acheter chez un autre, si la qualité du repas ne vous convient pas dans tel restaurant, vous en choisissez un autre, etc.

L'autre possibilité d'interaction consiste à utiliser votre *voix* : vous protestez jusqu'à ce que ce qui dysfonctionne soit corrigé. Cela devrait être normalement le mode d'interaction privilégié entre l'État et les citoyens. En effet, une des caractéristiques principales d'un État, c'est qu'il est toujours en situation de monopole pour exercer certaines fonctions sur un territoire donné. Il existe bien là aussi des possibilités d'*exit* – vous pouvez quitter le pays et aller vous installer ailleurs –, mais elles sont limitées et lourdes à mettre en œuvre.

Le handicap principal de l'action publique en France, ce qui cause son inefficacité et empêche de la corriger, c'est l'absence quasi totale de dispositifs permettant, en dehors des élections une fois tous les cinq ou six ans, à la *voix* des citoyens de s'exprimer pour corriger ses dysfonctionnements. Sur la période récente, ces boucles de rétroaction, déjà structurellement très limitées, se sont encore affaiblies du fait de la perte de substance des partis politiques qui ont tous cessé d'être des partis de masse pour devenir des partis d'élus ou d'aspirants élus ou des mouvements « gazeux » purement verticaux, comme La France insoumise ou Ensemble pour la République, dépourvus de toute réelle vie démocratique interne.

## Les dégâts de la numérisation de l'action publique

L'autre phénomène qui a massivement limité ces dernières années toute possibilité de rétroaction entre les citoyens et l'action publique, c'est la numérisation, la quasi-disparition de l'interaction humaine entre les citoyens et l'État dans la plupart des processus administratifs<sup>7</sup>. Dans le contexte français, cela a entraîné une dégradation spectaculaire de la qualité d'une action publique désormais physiquement protégée par un mur numérique infranchissable contre toute possibilité de rétroaction de la part des citoyens/usagers.

C'est cette conception verticale de l'État qui pose un problème majeur d'efficacité de l'action publique pour la société et l'économie françaises, bien davantage que le niveau des dépenses publiques par lui-même, comme nous l'avons montré précédemment. Et la présidence jupitérienne d'Emmanuel Macron n'aura fait qu'exacerber ces défauts structurels de l'État français, contrairement à ses promesses de révolution citoyenne énoncées en 2017<sup>8</sup>. À niveau de dépenses publiques très comparable, c'est cette conception autoritaire et descendante de l'action de l'État qui constitue l'une des principales différences entre la France et les pays nordiques et qui explique le gouffre qui les sépare en termes d'efficacité de l'action publique.

Il n'est bien entendu pas aisé de changer des habitudes et des schémas mentaux aussi profondément ancrés que ceux qui structurent l'action de l'État en France depuis Louis XIV et Napoléon Bonaparte, mais c'est cela que nous devons d'urgence réussir à faire au cours des prochaines années, au lieu de nous épuiser et de nous diviser en voulant abaisser à tout prix les dépenses publiques, au risque de faire exploser la société française et de dégrader encore plus ses infrastructures matérielles et immatérielles.

1. Sur l'échec de la politique de l'offre d'Emmanuel Macron, voir notamment Xavier Timbeau, *Une part des salaires dans la VA élevée en 2025 en France*, OFCE, 24 octobre 2025.
2. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Paris, Fayard, 1979.
3. Voir notamment à ce sujet : Karen S. Palmer, *A Brief History: Universal Health Care Efforts in the US*, *Physicians for a national health program*, 1979, ou Marcella Alsan, Yousra Neberai et Xingyou Ye, *Why the US doesn't have national health insurance: The political role of the AMA*, *VoxEU CEPR*, 9 juillet 2024.
4. Le RSA pour une personne seule est actuellement de 636 euros alors que le seuil de pauvreté se situait en 2024 à 1216 euros par mois, quasiment deux fois plus. En 2024, les dépenses totales pour le RSA ont représenté 12,7 milliards d'euros, soit 0,4% du PIB...
5. Voir à ce sujet : Raphaël Piastra, « L'Énarchie ou les Mandarins de la société bourgeoise », *Revue politique et parlementaire*, 16 avril 2021.
6. Albert O. Hirschman, *Exit, voice and loyalty. Défection et prise de parole*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2017.
7. Thierry Libaert, « « No reply » : la communication sans relation des services publics », *Fondation Jean-Jaurès*, 13

décembre 2024.

8. Emmanuel Macron, *Révolution*, Paris, XO Éditions, 2016.